ÉTUDES

Eric J. Hobsbawm

Annales. Economies, sociétés, civilisations
23e année, n° 1, 1968

Les soulèvements de la campagne anglaise 1795-1850 [1]

La première révolution industrielle en Grande-Bretagne a vu une transformation substantielle de l'agriculture et de la société rurale, particulièrement dans l'Angleterre du Sud-Est, soit la zone située au sud d'une ligne qu'on pourrait tracer, approximativement, depuis le Wash, sur la mer du Nord, jusqu'à Portland, sur la Manche [2]. Le présent article se propose de traiter, dans cette crise essentielle, des mouvements sociaux des travailleurs ruraux de 1790 environ jusqu'au milieu du XIXe siècle. Durant ces années-là, le mécontentement prit une forme endémique et l'on peut facilement en expliquer l'extension par les conditions de vie des ouvriers agricoles, conditions particulièrement difficiles et qui allaient chaque jour en empirant.

Sur ce point, pas de controverse sérieuse, chacun l'admet, même les historiens qui tendent à juger avec un relatif optimisme le changement de condition qui affecta alors la main-d'œuvre non agricole [3]. De temps à autre, ce mécontentement explosait dans des mouvements de protestation ouverte dont les plus significatifs se sont produits vers 1795, en 1816, en 1822, en 1830, probablement en 1834-1835 et en 1843-1844. On ne connaît pas grand-chose de ces mouvements, à l'exception de deux d'entre eux : ceux de 1816 et de 1830 [4]. Cependant il est probable

1. En accord avec l'auteur, les *Annales* publient ici la version française de cette étude, dont *Studi storici* a donné la version italienne.

2. On peut indiquer comme la meilleure analyse, par les contemporains, de l'agriculture anglaise : James CAIRD, *English Agriculture in 1850-1851* (1852). Le meilleur guide moderne est J. D. CHAMBERS et G. E. MINGAY, *The agricultural Revolution 1750-1880* (1966), qui se réfère à la littérature spécialisée récente. La bibliographie la plus complète est celle de O. R. MCGREGOR, dans Lord ERNLE, *English Farming, Past and Present* (éd. 1961). Voir également l'*Agricultural History Review*. L'ouvrage de Ernle, longtemps regardé comme un modèle, n'est plus au point.

3. Cf. J. H. CLAPHAM, *An economic history of modern Britain*, I, p. 131, comme le meilleur exemple des arguments fournis par le fondateur de l'école « optimiste » moderne.

4. A. J. PEACOCK, *Bread or Blood* (1965) décrit le mouvement de 1816 ; J. L. et B. HAMMOND, *The Village labourer* (1911) contient le premier et jusqu'à présent le

que ces crises furent limitées à des régions particulières — généralement dans l'Angleterre orientale — comme en 1816, 1822 et 1843-1844, ou qu'elles prirent la forme d'un malaise diffus plutôt que d'une action populaire à grande échelle. Mais il y a une exception : le mouvement de 1830 affecta presque simultanément — c'est-à-dire pendant une période de six à huit semaines — à peu près tout l'ensemble du Sud-Est de l'Angleterre, s'étendant à une vingtaine de comtés et même davantage, suivant les critères que nous adopterons pour définir ce qui est ou n'est pas véritable soulèvement [1].

Si nous voulons analyser avec profit la nature de ces mouvements, il nous faut tout d'abord préciser le caractère des transformations agricoles qui en forment l'arrière-plan. Économiquement parlant, les changements agraires qui ont accompagné la révolution industrielle répondent essentiellement au désir de développer la production des denrées alimentaires et de faire face à la vive croissance des secteurs urbains — et non-agricoles — de la population. En simplifiant, on pourrait dire que le Nord et l'Ouest du pays ne se prêtaient guère à la production des cultures vivrières et avaient plutôt tendance à développer l'élevage, tandis que le Sud et l'Est — la zone qui nous concerne essentiellement — produisaient surtout des céréales, ce qui incluait d'ailleurs une puissante polyculture imposée par les systèmes d'assolement et les enclaves des pâturages. Mais les labours et le blé dominaient largement, surtout pendant les guerres napoléoniennes. L'agitation des travailleurs fut donc tout d'abord un phénomène propre à une région de culture céréalière. Il toucha à peine les régions pastorales. Là où la démarcation entre pâturages et labours coupait en deux un comté (comme par exemple dans le Dorset, le Somerset ou le Wiltshire), les soulèvements de 1830 ne concernèrent que les terres de labour. Et à l'intérieur de la zone céréalière, ils touchèrent essentiellement les parties méridionales et centrales du pays, où les salaires agricoles et les conditions de vie étaient nettement pires que dans le Nord — pour des raisons qu'il nous est impossible d'analyser ici. (Notons seulement, en passant, que l'explication traditionnelle qui attribue les conditions supérieures du travail agricole, dans le Nord, à la proximité des zones

seul exposé d'ensemble du « dernier soulèvement des laboureurs » de 1830, mais il existe certains travaux non publiés sur ce mouvement, dans tel ou tel comté étudié séparément. Le professeur G. Rudé et l'auteur du présent article préparent une étude de ce mouvement.

1. Ont été touchés par la révolte de façon aiguë et dans leur ensemble les comtés suivants : Kent, Sussex, Hampshire, Berkshire, Wiltshire, Norfolk, Suffolk, Cambridgeshire, Huntingdonshire. Ont été touchés partiellement, ou moins fortement : Surrey, Middlesex, Buckinghamshire, Essex, Bedfordshire, Lincolnshire, Dorset, Somerset, Gloucestershire, Oxfordshire. On ne peut dire dans quelle mesure les incidents isolés qui ont eu lieu dans d'autres comtés sont ou non à considérer comme faisant partie du soulèvement de 1830.

industrielles, est par trop simpliste) [1]. En tout cas, la région qui connut le plus d'agitation et d'émeutes paysannes fut celle où coïncidaient la culture des céréales et les bas salaires.

En matière d'organisation agricole et de propriété, le système développé par l'agriculture anglaise est unique en son genre. Les terres étaient pour la plupart possédées par quelques milliers de grands propriétaires — 4 000 propriétaires au plus ont peut-être détenu jusqu'à 60 % des terres [2] —; elles étaient cultivées par des fermiers, grâce au travail d'un prolétariat agricole. En 1851, la taille moyenne des 225 000 fermes du royaume était de 110 acres (1 ha = 2,6 acres) et le nombre des hommes et des femmes qui se déclaraient travailleurs agricoles, ou exerçant des métiers similaires, était d'environ un million et demi. Si nous excluons le Pays de Galles, l'Écosse et quelques régions qui ne représentent pas typiquement l'Angleterre, la plus grosse partie des exploitations rurales produisant pour le marché et l'agriculture de subsistance ne représentait qu'un secteur négligeable. La petite exploitation familiale avait peu d'importance et ce qu'on estimait une « petite ferme » (jusqu'à 100 acres) aurait passé pour très vaste dans presque tous les pays d'agriculture paysanne. Sans doute les ouvriers agricoles possédaient-ils souvent leur jardin, ou quelque parcelle de terre, mais ils dépendaient toujours essentiellement de leur salaire et beaucoup ne disposaient même pas d'un lopin personnel. En revanche, la concentration de l'emploi était exceptionnellement élevée. Dans le Suffolk (1851), un tiers des quelque 5 000 fermes du comté employaient chacune six ouvriers ou davantage ; un peu moins du cinquième en employaient au moins une dizaine [3]. Dans les deux *hundreds* [4] du Norfolk (1831), les paroisses rurales que ne toucha pas la sédition comptaient en moyenne six ouvriers pour chacune des fermes employant une main-d'œuvre agricole, contre 6,4 et 8,5 dans les paroisses qui se soulevèrent. Dans le Wiltshire, ces chiffres montent jusqu'à 10 et 14 ouvriers par ferme, dans la zone séditieuse [5]. Ce sont là des chiffres beaucoup plus élevés que ceux que l'on signale d'ordinaire (1 à 2,5 en 1831), parce qu'on a exclu du calcul les exploitants *qui ne faisaient pas appel* à une main-d'œuvre ouvrière. Ces exploitants-là se trouvaient dans des situations très variables, en général incomparablement plus médiocres que celles des fermiers employeurs qui, de plus en plus, prenaient l'aspect d'entrepreneurs et qui ne faisaient

1. Une des rares analyses de ce problème dans J. D. MARSHALL, *The Lancashire rural labourer in the early 19th century* (Transactions of the Lancashire and Cheshire Antiquarian Society, vol. 71, 1961).
2. CLAPHAM, *op. cit.*, II, p. 253. On n'a procédé à aucun examen de la propriété à l'échelle nationale jusqu'en 1871-1873.
3. J. GLYDE, *Suffolk in the 19th century* (1856), p. 336.
4. *Hundred* : subdivision d'un comté.
5. Calculé d'après le recensement de 1831.

eux-mêmes aucun travail manuel, ainsi que le notaient avec étonnement les visiteurs étrangers [1]. D'ailleurs le petit fermier était souvent au même rang social que le pauvre du village, c'est-à-dire l'ouvrier de ferme.

Cette situation ne date pas de la révolution industrielle. On peut douter de l'existence d'une paysannerie anglaise du type continental dès le milieu du XVIIIe siècle, bien que la haute conjoncture agricole ait permis a beaucoup d'exploitations marginales de se maintenir jusqu'à la fin des guerres napoléonniennes. Néanmoins, le vaste processus des « enclosures » entre 1750 et 1850 — et spécialement de 1760 à 1780 et de 1793 à 1815 — doit être considéré comme le symptôme d'une transformation très profonde de la société agraire [2].

Le débat sur les conséquences économiques et sociales des « enclosures » n'est pas encore clos, mais il n'y a pas de doute que, d'une façon ou de l'autre, c'est à cette époque que les pauvres de la campagne, prolétariat partiel, ou virtuel, passèrent dans les rangs des véritables prolétaires.

Les enclosures, en effet, privèrent les pauvres gens du modeste accès aux moyens de production qui leur était jusque-là permis. Désormais ils ne purent vivre que comme travailleurs salariés. A cela s'ajouta le déclin des industries domestiques rurales et le développement accéléré d'une production spécialisée destinée aux marchés urbains : ceux qui ne possédaient ni assez de terre, ni assez de bras pour produire un surplus constant destiné au marché furent contraints plus ou moins vite, de devenir des salariés. La prolétarisation, comme on l'a souvent cru, ne résulte pas que des enclosures : elle s'est réalisée dans des comtés où les enclosures sont restées sans grande importance [3].

Les progrès de la rationalisation de l'agriculture capitaliste, ainsi que le contraste grandissant entre une couche sociale qui se paupérisait rapidement et une classe de grands fermiers de plus en plus riches, accentua ce processus. D'un point de vue économique, et particulièrement en ces temps d'inflation et de prospérité agricole, il y avait avantage pour les fermiers à transformer les salaires en nature en salaires en argent (par exemple à ce que les domestiques agricoles qui vivaient dans la demeure du fermier deviennent des ouvriers installés dans des maisons louées). Pendant les périodes de grands travaux agricoles,

1. Cf. Henry COLMAN, *European agricultural and rural economy from personal observation* (Boston-London, 1846).

2. Sur les enclosures, l'exposé le plus utile est encore celui de E. C. K. GONNER, *Common Land and Inclosure* (2e éd. 1965), avec de bonnes cartes. Voir aussi W. H. CHALONER, « Bibliography of recent work on Enclosure, the open fields and related topics », in *Agric. Hist. Rev.*, II, 1954, et un résumé récent dans CHAMBERS et MINGAY, *op. cit.* Voir aussi W. E. TATE, *The English Village Community* (1967).

3. Cf. Barbara KERR, *The Dorsetshire Agricultural Labourer* (Proceedings of the Dorset Archaeological Society, vol. 84, 1968).

c'était aussi un avantage que d'avoir des ouvriers loués à la semaine ou même à la journée, au lieu du traditionnel contrat d'embauche à l'année. Il est vrai qu'il y avait très peu de contrats d'embauche proprement journalière ; mais comme les fermiers avaient tendance à ne pas payer leurs ouvriers les jours de pluie, lorsqu'aucun travail n'était possible ; dans la pratique c'était, comme on l'a souvent remarqué, le travail intermittent qui s'affirmait le plus fréquent [1]. Sur le plan social, le fermier, dont les aspirations étaient celles de la classe moyenne, avait tendance à abandonner l'usage traditionnel qui faisait partager aux ouvriers de ferme vivant à demeure la nourriture de leur maître, à sa propre table ; et même — comme des observateurs commencent à le rapporter au temps des guerres napoléoniennes — l'habitude se perd de nourrir les moissonneurs [2]. La disparition concommitante des revenus en nature, du vivre et du logement assurés par l'employeur, ainsi que des contrats de travail à l'année, est attestée par un bon nombre de preuves, bien que les statistiques soient rares. Il est possible également que, dans des régions de commercialisation agricole particulièrement avancée, comme dans les comtés de l'Est, il y ait eu tendance à remplacer le salaire calculé d'après le temps de travail par un salaire à la tâche, mais ceci n'est pas certain [3].

Jusqu'à la fin des guerres napoléoniennes, le *boom* de l'agriculture et la pénurie relative de main-d'œuvre limitèrent les résultats de cette transformation. Durant la crise qui suivit, ils se révélèrent dramatiques. Ils furent intensifiés par les effets combinés d'une augmentation de la population et de l'emploi de machines qui économisaient la main-d'œuvre (particulièrement les machines à battre), lesquelles avaient été introduites largement pendant les guerres. Désormais, l'ouvrier n'était plus seulement un salarié travaillant de façon précaire et sans être assuré de son emploi, il était de plus en plus souvent, et particulièrement durant les mois d'hiver, réduit au chômage.

Sans doute y eut-il, avec les enclosures, un mouvement de migration vers les villes. Mais à ce stade de l'industrialisation les fabriques et les villes ne pouvaient absorber qu'une faible part de l'excédent de population rurale, de plus en plus pauvre et démoralisée ; en contrepartie, il est vrai que les enclosures avaient augmenté les besoins de

1. Cf. W. Hasbach, *A History of the english agricultural lobourer* (1908), pp. 406, 411.

2. Cf. T. Batchelor, *General wiew of the agriculture of Bedfordshire* (1815), p. 585. Dans les exemples de ce genre, le snobisme tend en fait à diminuer la productivité du travail.

3. Dans l'agriculture traditionnelle, où l'on connaissait généralement la capacité de travail habituelle de l'homme moyen, la méthode de paiement n'était pas matérialisée. « Pour évaluer un travail à la tâche, on se réfère toujours à la valeur de la journée de travail », écrivait J. Boys (*Gen. View of the Agriculture of Kent*, 1796, p. 161). Il semble probable que ceci cessa d'être vrai quand les méthodes agricoles se mirent à changer rapidement.

main-d'œuvre agricole. Mais ce phènomène a été tout temporaire. A partir de 1815, il ne fait absolument aucun doute que le surplus permanent de main-d'œuvre qui existait dans les villages de façon apparente ou discrète, s'accentue d'une manière alarmante [1]. Le problème fut tout d'abord saisonnier, particulièrement aigu dans les régions de monoculture du blé [1]. L'extension des batteuses rendit le phénomène intolérable, en réduisant la seule forme de travail hivernal alors largement répandue. Il est naturel que le soulèvement de 1830 ait été, entre autres choses, un vaste mouvement de destruction des machines, au vrai le plus vaste qu'ait connu l'histoire de la Grande-Bretagne.

Devenu un misérable sous-employé, le travailleur fut de plus en plus contraint de recourir aux dispositions de la *Poor Law*, la loi sur les pauvres, et particulièrement à la forme nouvelle et désastreuse qui lui avait été donnée à une époque de famine, en 1795, afin de contenir l'agitation des masses : c'est ce que l'on a appelé le « Speenhamland system », avec ses nombreuses variantes [2]. Ce système combinait deux choses proprement incompatibles : le maintien d'un ordre social traditionnel dans les campagnes et l'organisation d'une agriculture essentiellement capitaliste. Le premier dessein exigeait qu'un revenu minimum fût assuré à tous, sans se soucier du marché et sans se fier à une administration purement locale. Le second imposait une méthode : des salaires totalement libres, suivant les oscillations du marché, et qui, pour atteindre le minimum vital officiellement établi, étaient complétés par des subsides fournis sur place par les taxes des pauvres (les *poor rates*). Les « juges de paix » qui étaient maîtres des campagnes auraient pu légalement établir un salaire minimum. Ils préféraient n'en rien faire : ils établirent au contraire une échelle des secours à accorder à ceux dont le revenu tombait au-dessous du minimum vital officiel, échelle qui variait selon le prix du pain et le nombre des enfants de la famille secourue. Les résultats furent tragiquement absurdes. Les fermiers se trouvaient encouragés à laisser tomber les salaires bien au-dessous du minimum vital, puisqu'ils étaient sûrs que la paroisse subventionnerait l'ouvrier ; les ouvriers se rendaient compte

1. N. GASH, « Rural unemployment, 1815-1834 », in *Econ. Hist. Rev.*, 1re série, 1935, Pour se faire une idée de l'importance de cet excédent, cf. *Sel. Ctee on Emigration. Parl. Papers* IV, 1826 ; *Lprds Ctee. on Poor Laws, Parl. Papers*, VIII, 1831 ; *Sel. Ctee. on Poor Laws, Parl. Papers*, IV, 1828.

2. « La difficulté de trouver un emploi constant pour une large équipe d'ouvriers agricoles, tout au long de l'année, existe surtout dans les districts céréaliers pendant les mois d'hiver, après les labours de l'automne et les semences », Wilson Fox, *Wages and earnings of agric. labourers* (Cd 346 HMSO, 1900, p. 10).

3. Sur ce point, la meilleure introduction est de loin l'ouvrage brillant, mais négligé, de K. POLANYI, *The origins of our time* (1945). Pour une tentative de défense du système de *Speenhamland* en termes d'économie moderne, voir M. BLAUG, « The Myth of the old Poor Law », in : *Journal of Econ. History*, vol. 23, 1963.

que le travail ne leur faisait pas gagner davantage que l'oisiveté, puisque l'un ou l'autre leur apporterait le même salaire de misère. La différence entre le travailleur et le chômeur, entre l'homme indépendant et l'indigent, disparut alors. Dans seize communes rurales de la région de Weald, dans le Kent (1823), les « pauvres » composaient presque 40 % de la population ; dans dix-huit communes du Suffolk (1832), environ 50 % recevait des secours [1]. L'assistance aux indigents monta en flèche et atteignit son maximum durant les années qui suivirent Waterloo. Les tentatives faites après 1820 pour freiner cette dépense ruineuse prirent des formes diverses ; abaissement du minimum vital « officiel » (jusqu'à un niveau qui était presque de famine) ; report des secours sur les familles nombreuses (plutôt que sur les célibataires ou les jeunes couples) ; en un mot, oppression humiliante des pauvres, dans l'espoir que ces affronts publics décourageraient beaucoup d'entre eux de réclamer les secours sans lesquels ils ne pouvaient vivre. Par ces moyens, les dépenses entraînées par la *Poor Law* diminuèrent substantiellement — mais au prix d'un mécontentement croissant.

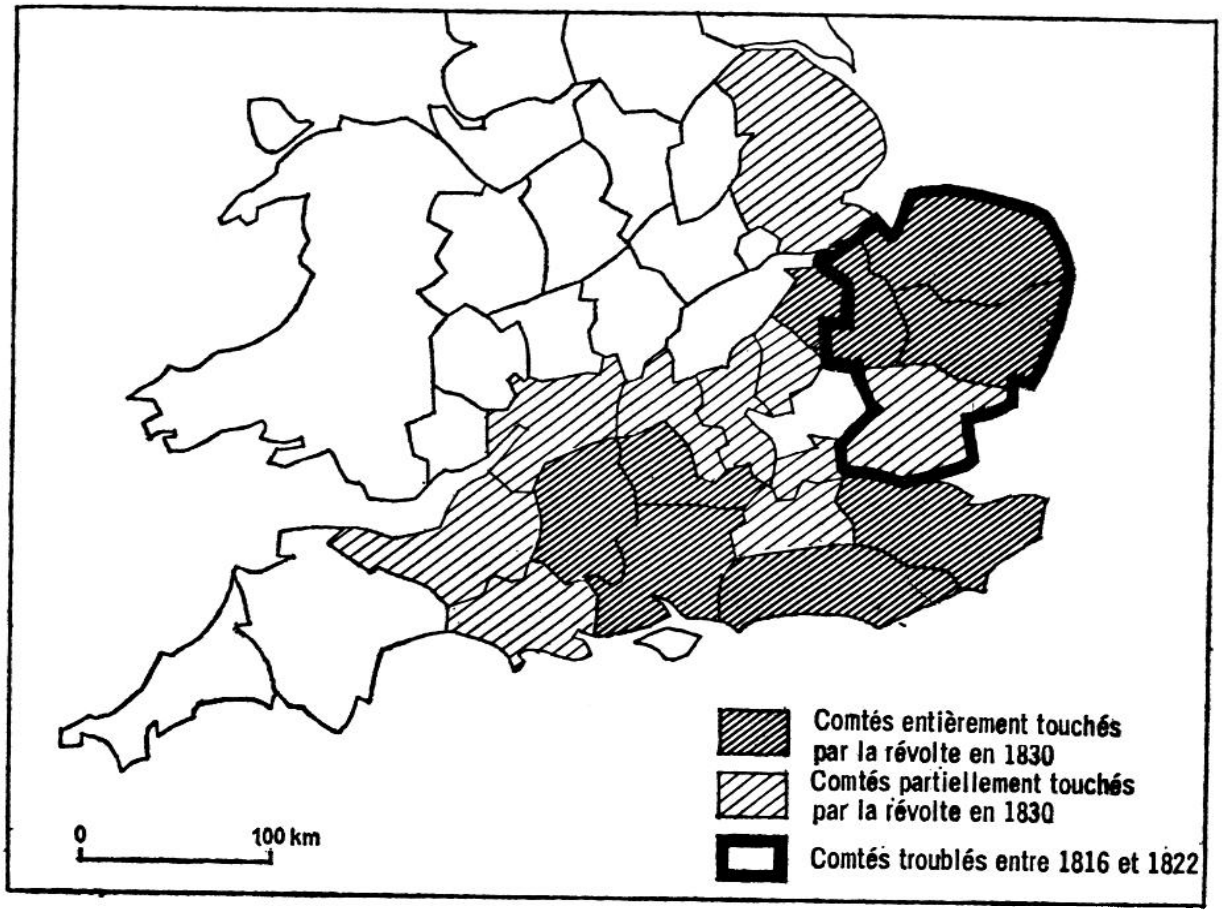
2

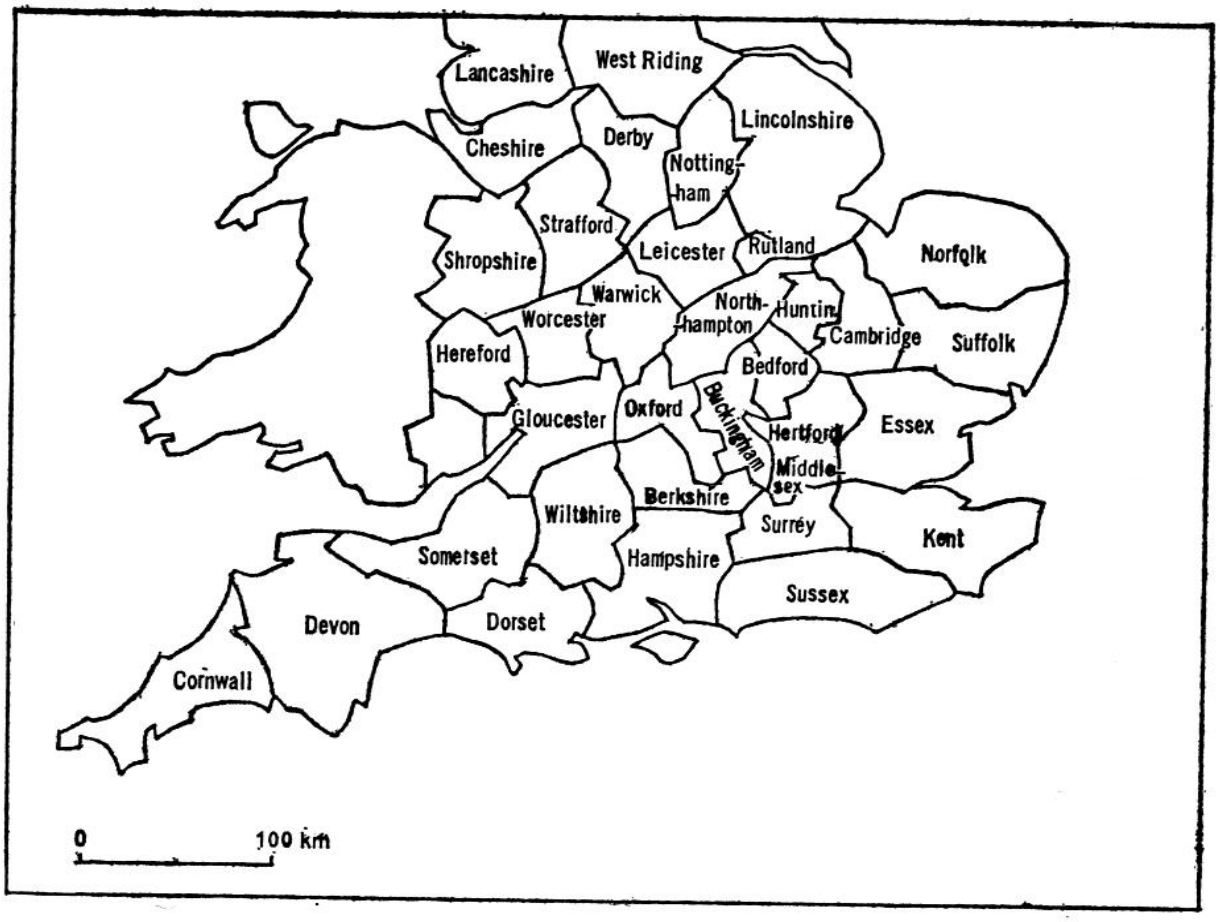
Dans certaines régions, notamment dans les comtés de l'Est, Norfolk, Suffolk, Cambridgeshire, où les progrès de l'agriculture étaient nets, ce mécontentement trouva à s'exprimer assez tôt, d'une part par la pratique d'incendies systématiques qui devinrent endémiques dans cette zone, d'autre part par des manifestations occasionnelles de masse, comme celles de 1816 et 1822, marquées par des destructions de machines également systématiques. Dans le Suffolk, les incendies volontaires (par exemple ceux des meules de blé) devinrent suffisamment significatifs, vers 1815, pour que leurs victimes songeassent à utiliser un acte du Parlement de 1720, jusque-là en sommeil, qui les autorisait à réclamer au *hundred* une compensation pour leurs pertes. Dans le Norfolk, cette procédure ne fut pas utilisée avant 1822 [2]. Quant aux destructions de machines, il semble que les premières qui aient été relatées datent de mars 1815 dans le Suffolk, d'avril 1816 dans l'Essex, de juillet de la même année dans le Norfolk [3]. Les émeutes de 1816 furent férocement

1. *S. C. on Emigration*, loc. cit., p. 136 et sq. ; *R. C. on Poor Laws*, *Parl. Papers*, XXVIII, 1834, p. 372.

2. A. J. Peacock, *op. cit.*, p. 72 ; C. Mackie, *Norfolk Annals* (1901) p. 218, où le procès de *Jonathan Wrench vs. the men inhabiting the Hundred of Holt* est décrit comme « entièrement nouveau ».

3. Peacock, *op. cit.*, pp. 70-72 ; Mackie, *op. cit.*, p. 138. C'est en 1817 qu'une grande Compagnie d'assurances commence à se préoccuper des incendies volontaires (A. Noakes, *The County Fire Office 1807-1957*, s. d., p. 45).


Comtés entièrement touchés par la révolte en 1830
Comtés partiellement touchés par la révolte en 1830
Comtés troublés entre 1816 et 1822
0
100 km


Lancashire
West Riding
Lincolnshire
Cheshire
Derby
Notting-
-ham
Strafford
Shropshire
Leicester
Rutland
Norfolk
Warwick
Worcester
North-
-hampton
Huntin-
Cambridge
Suffolk
Hereford
Bedford
Gloucester
Oxford
Buckingham
Hertford
Essex
Middle-
sex
Berkshire
Wiltshire
Surrey
Kent
Somerset
Hampshire
Sussex
Devon
Dorset
Cornwall
0
100 km

réprimées, si bien que les centres où elles s'étaient principalement déroulées ne bougèrent pas en 1830 ; mais les émeutiers de 1822 furent traités avec moins de rigueur, en raison de la situation politique nationale, alors moins tendue, et aussi de la sympathie manifeste de beaucoup de fermiers et d'aristocrates pour le luddisme ouvrier, sympathie que nous aurons également l'occasion d'observer en 1830 [1]. Néanmoins, jusqu'en 1830, il n'y eut aucun signe d'agitation systématique en dehors de cette région.

C'est la rencontre de deux facteurs qui rendit la situation explosive en 1830, à travers le Sud et l'Est de l'Angleterre. Le premier fut la dureté absolument inhabituelle de l'année 1829, particulièrement la rigueur de l'hiver 1829-1830, faisant suite à la douceur non moins inhabituelle de l'année 1828. Si l'on en juge par les statistiques de la criminalité (qui, dans les régions rurales peut être tenue dans sa presque totalité comme le signe de difficultés économiques ou de mécontentement social), l'année 1828 fut une des meilleures entre 1805 et 1830, tandis que 1829 fut aussi mauvaise que la proverbiale année de disette de 1817. Mais, au moment où les travailleurs qui avaient survécu à cette terrible année attendaient avec appréhension l'hiver 1830-1831, et alors que les payeurs des subventions aux pauvres essayaient désespérément de réduire leurs frais et de trouver de nouveaux moyens de dissuader les quémandeurs et de réduire le montant des secours [2], deux événements simultanés, la défaite des tories aux élections générales de 1830 et la Révolution de Juillet à Paris, transformèrent l'angoisse en attente et firent peut-être naître l'espoir de quelque grand changement dont la forme restait vague. Le dur hiver de 1829-1830 et la Révolution de Juillet avaient été précédés de cinq ou six années durant lesquelles la situation des travailleurs n'avait fait qu'aller de mal en pis [3]. Ces événements furent l'étincelle qui déclencha l'explosion nationale. Si les travailleurs ne savaient que trop bien ce qu'avait été l'hiver, ils ne savaient pas grand-chose de la Révolution. Mais « Paris » et « Bruxelles » étaient alors devenus des slogans qu'adoptaient aussi les politiciens britanniques : inscrits sur les bannières des adversaires des tories, popularisés dans les auberges villageoises, grâce aux artisans radicaux de l'endroit ou aux boutiquiers et compagnons des petites villes anticléricales

1. Les fermiers de certaines paroisses et d'un *hundred* (Hoxne) renoncèrent à l'usage des machines à battre ; et Sir H. Bunbury Bart envoya à ses fermiers une circulaire leur recommandant de ne plus s'en servir (*The Times*, 8 avril ; 6 septembre 1822).

2. Sur ces deux points, bonne documentation pour diverses zones du Sud-Est anglais, particulièrement dans les précieuses *Rural Queries* que fit circuler en 1834 la *Poor Law Commission*, où l'on enquêtait sur les origines des soulèvements de 1830.

3. Les très mauvaises années de 1812-1817 furent suivies par cinq années moins dures, mais il est assez significatif que le soulèvement de 1822 ait été précédé par une récession temporaire.

et anti-aristocratiques, ils pénètrent de la sorte dans l'univers mental de l'ouvrier agricole [1].

Cependant, il n'est pas du tout évident que le mouvement ait été systématiquement organisé et diffusé. Il semble avoir pris naissance à l'intérieur de chaque village et avoir été propagé par ce que les observateurs contemporains appellent, à juste titre, une « contagion », par des bandes d'hommes (les femmes y prirent peu de part) se rendant de l'un des centres du mouvement jusqu'aux bourgs voisins, ou, en tout cas, par une atmosphère générale d'expectative qui rendait les villages réceptifs à toutes les nouvelles d'agitation qui pouvaient leur parvenir à travers la presse (et que transmettaient certainement les artisans locaux, généralement instruits et de tendance radicale, comme par exemple les cordonniers) [2]. Ce fut un mouvement entièrement spontané, bien que les représentants de la classe dirigeante, dans la société rurale, ne pouvant ou ne voulant pas croire « leurs » ouvriers capables d'abandonner leur traditionnelle passivité, aient rejeté tout le blâme sur les nouvelles *beerhouses* (les cafés-brasseries qui avaient justement ouvert leurs portes en ce mois d'octobre), sur les influences étrangères et, plus encore, sur les agitateurs des classes supérieures. Cependant, les innombrables récits rapportant que des hommes élégamment vêtus parcouraient la campagne, en cabriolet, pour inciter à la révolte, semblent appartenir davantage à l'histoire de l'hystérie collective qu'à celle des faits dûment constatés.

Le mouvement commença dans le Kent, le comté situé à l'extrême sud-est de l'Angleterre, à la fin de l'été 1830, et il se maintint là plus longtemps que partout ailleurs, jusqu'à la fin de novembre. Au début de novembre, il gagnait le Sussex où il dura environ trois semaines. Puis il se répandit avec une vitesse accrue vers l'Ouest, traversant le Hampshire entre le 18 et le 24 novembre, le Berkshire entre le 18 et le 24, le Wiltshire entre le 21 et le 26, pour aller s'éteindre dans le Dorset (23-29 novembre), le Gloucestershire (26-28) et le Somerset (30 novembre-1er décembre), non sans s'être étendu aussi vers le Nord, depuis le Berkshire jusque dans la région d'Oxford et de Buckingham. Cependant — vers le 24 novembre environ — une vague d'agitation entièrement distincte, bien qu'analogue, prenait naissance dans le Norfolk et il semble qu'elle se soit avancée à la fois vers le Nord et l'Ouest (Huntingdonshire à partir du 26, Lincolnshire à partir du 28, Northamptonshire à partir du 29) et vers le Sud (Suffolk et Essex à partir du

1. Cependant, les cas où les ouvriers agricoles s'assemblèrent ou se soulevèrent en arborant des drapeaux tricolores (comme ils le firent parfois, spécialement dans le Kent et l'East Sussex) sont tout à fait exceptionnels.

2. Le degré supérieur d'instruction dans cette profession est attesté par le fait que, dans le Hampshire entre autres, un cordonnier était souvent en même temps le secrétaire de la paroisse.

21 décembre, Cambridgeshire un ou deux jours plus tard) [1]. La région comprise entre la vallée de la Tamise et l'Est-Anglie ne fut touchée que sporadiquement ou, en tout cas, d'une façon beaucoup moins aiguë que les régions que nous venons de citer. Les raisons en demeurent obscures, d'autant plus que la situation des travailleurs, dans des comtés tels que le Bedfordshire, était particulièrement misérable et que cette même région vit se développer plus tard les incendies volontaires, dans leurs formes endémiques et épidémiques les plus virulentes. L'autre partie de l'Angleterre du Sud-Est qui échappa à ce mouvement est la région qui entoure directement Londres, dans un rayon de 20 miles environ. Bien que les agitations aient commencé dans cette zone plus tôt que partout ailleurs, elles n'allèrent jamais au delà d'incendies clairsemés et tôt éteints. Les raisons de cette immunité, tiennent peut-être aux salaires relativement plus élevés près de la capitale, peut-être aussi à la possibilité d'un second emploi pendant l'hiver, à Londres ou autour de Londres, et certainement à la prédominance de formes de culture moins sujettes à entraîner le mécontentement, comme par exemple les cultures maraîchères.

A première vue, donc, le mouvement se présente en deux vagues, l'une se déplaçant vers l'Ouest avec une rapidité grandissante, à partir du Kent ; l'autre rayonnant dans plusieurs directions, à partir du Norfolk ; les comtés intermédiaires étant moins intensément affectés et la région entourant Londres relativement réfractaire à la contagion Le soulèvement atteignit son extension et son intensité maximum durant les neuf derniers jours du mois de novembre, où quatorze comtés au moins se trouvèrent simultanément soulevés, et particulièrement entre le 21 et le 25, tous les principaux cratères de ce volcan social se trouvant alors en éruption au même instant : le Kent, le Sussex, le Hampshire, le Berkshire, le Wiltshire et le Norfolk, pour ne point parler du Dorset et de l'Oxfordshire. Vers la fin de la première semaine de décembre, le mouvement s'éteignit de lui-même. Un examen minutieux et détaillé révèle, bien entendu, un schéma beaucoup plus compliqué, mais une micro-analyse de ce genre n'aurait pas sa place ici. Il vaut la peine de mentionner, cependant, que la pointe la plus haute du soulèvement coïncide avec la mise en place du nouveau gouvernement whig qui, peut-être parce qu'il était moins impressionné par la révolution que les tories, prit pour l'écraser des mesures beaucoup plus rigoureuses que ce dernier. Au vrai, ces mesures furent draconiennes. Aucun mouvement social en Grande-Bretagne, au XIXe siècle, n'a été réprimé avec plus de brutalité. En tout, un peu moins de 2 000 prisonniers passèrent en jugement pour la part qu'ils avaient prise dans les émeutes. Sur ce

1. Peut-être ne faudrait-il pas dire du bref mouvement dans le Huntingdonshire qu'il se « propagea » à partir du Norfolk. Il n'y eut aucun contact direct.

nombre : 250 furent condamnés à mort, dont 17 seulement exécutés. Les autres virent leur peine commuée, en déportation pour la plupart, en prison pour quelques-uns ; 506 furent condamnés à la déportation dans le Pacifique (482 furent embarqués) ; 644 furent condamnés à des peines de prison ; 8 à une amende; 791 furent acquittés, ou libérés [1].

La sévérité de ces sentences contraste à la fois avec la douceur qui fut de règle envers les émeutiers qui n'appartenaient pas aux classes laborieuses, et avec le caractère remarquablement modéré du mouvement lui-même. Car cette vaste révolte des pauvres des campagnes ne fit pas une seule victime : elle se contenta de détruire des biens et de réclamer des salaires plus élevés.

Ce soulèvement fut pour l'essentiel un mouvement inorganisé de type « syndicaliste ». La requête la plus courante était celle d'une augmentation des salaires sous la forme d'un salaire standard réclamé pour toute la région, mais dont le niveau tendait à être de plus en plus modeste au fur et à mesure que le mouvement s'étendait, vers l'Ouest, à des régions de salaires particulièrement bas. Tout aussi universelle, du moins là où il y avait un semblant de mécanisation, fut l'hostilité contre les machines à battre, lesquelles furent systématiquement détruites [2]. Tout ceci correspondait pour l'essentiel à une demande de plein emploi. Troisième caractéristique du mouvement, extrêmement répandue elle aussi : la tendance des bandes d'émeutiers à extorquer des sommes d'argent à leurs victimes (parfois en les présentant comme des gratifications pour la destruction des machines) ou à n'importe quel individu de la classe aisée, y compris, à l'occasion, les voyageurs qui se hasardaient à traverser la région en diligence. Ces sommes étaient généralement confiées à un « trésorier », et, soit distribuées à parts égales, soit utilisées pour payer collectivement un repas à la bière ou au fromage dans l'auberge du village. Souvent d'ailleurs elles étaient réclamées en spécifiant qu'elles serviraient à des « rafraîchissements ». Quand vint le temps de la répression, ces requêtes furent qualifiées d' « extorsions » et servirent de prétexte pour obtenir des peines de mort (qui légalement ne pouvaient être prononcées pour une simple destruction de machines à battre), mais en fait elles sont une preuve du caractère extrêmement modéré du mouvement, car il est clair qu'elles ne sont que la forme amplifiée de ce qui était alors une sorte de rite périodique, habituel, dans les villages anglais à la vie stable

1. Ces chiffres, qui sont considérablement plus élevés que ceux qu'on acceptait jusqu'ici, sont fondés sur les recherches menées par le professeur G. Rudé, à la fois dans les archives australiennes et britanniques.

2. Ce sentiment était si bien connu que les compagnies d'assurances refusaient d'assurer les possessions d'un fermier si la police ne contenait pas la clause suivante : « Il est certifié que ladite ferme ne possède ou n'utilise en location aucune machine à battre. » Voir par exemple les registres d'assurances de la *Sun Insurance Company* pour l'année 1830, Guildhall Library MS 11, 937/186, passim.

et traditionnelle, un rite selon lequel, pendant une brève période qui renversait les rôles sociaux, les pauvres avaient le *droit* d'exiger des riches une contribution symbolique avant de retourner à leur subordination. Les émeutiers s'abandonnèrent complaisamment à ce *rite* familier et temporaire — souvent ils remerciaient en bonne et due forme les donateurs pour ce qu'ils leur avaient extorqué, justement parce qu'ils ne cherchaient pas *vraiment* à bouleverser l'ordre social, ou à exproprier les classes privilégiées.

Les incendies volontaires, de meules et de granges, mais non de bâtiments susceptibles d'abriter des êtres vivants, furent plus fréquents encore, mais aussi plus marginaux. Ils remplaçaient, au mieux accompagnaient, des manifestations plus ouvertes et plus collectives des travailleurs. Donc généralement ils précédèrent ou suivirent les grands soulèvements, ou bien ils intervinrent là où l'agitation n'arriva jamais à s'exprimer publiquement et ils disparurent au plus fort du mouvement, sauf lorsqu'il s'agissait d'actes de vengeance personnelle. Pour autant qu'il s'agissait d'un phénomène collectif, les incendies étaient une sorte de marchandage collectif des révoltés. Il était clair de part et d'autre que le fermier qui maltraitait, ou payait par trop peu ses ouvriers, risquait la destruction de ses biens [1]. Mais, contrairement à l'opinion qui fut courante, à l'époque, dans les villes, le feu ne joua qu'un rôle secondaire dans le soulèvement, et même un rôle insignifiant dans plusieurs des régions les plus touchées par le mouvement (par exemple le Wiltshire).

L'hostilité vis-à-vis de la *Poor Law* domina le mouvement dans quelques zones seulement, particulièrement dans la région du « Weald » des comtés de Kent et du Sussex, où la première manifestation séditieuse fut assez souvent l'expulsion du fonctionnaire chargé de la distribution des secours. Il s'agissait naturellement de régions où la proportion des travailleurs qui recevaient des secours communaux était particulièrement élevée et où, en conséquence les efforts pour réduire les frais de cette assistance en faisant de la *Poor Law* une humiliation redoutée, étaient fréquents et suscitaient des ressentiments. Quelques autres réclamations restèrent particulières à certaines zones, par exemple la réduction des loyers des cottages, dans le Kent et le Sussex. Mais certaines exigences ne se trouvent pratiquement nulle part. Ainsi, il n'y a *aucun* cas significatif d'émeute ou de démonstration contre les boutiquiers ou les hauts prix, aucun exemple non plus de demande de *terre*, sous une forme ou une autre. Il s'agissait simplement d'un mouvement de prolétaires agricoles luttant pour améliorer leur condition [2].

1. C'est là une vérité qui semble aller de soi dans les rapports de presse relatant ces méfaits d'incendiaires.

2. Assez curieusement, le premier mouvement syndicaliste « officiel » parmi les

Un mouvement de prolétaires, donc, mais qui jouissait, dans une mesure très large de l'appui d'autres classes de la société et qui — autre caractéristique — ne visait pas à démanteler l'ordre social. De temps en temps les documents font état en effet, de plaintes contre les fermiers qui sympathisaient avec les laboureurs, ou même auraient été les instigateurs de leur mouvement. Ce qui est plus surprenant, mais prouvé sans conteste, c'est que les fermiers — à l'exception peut-être de quelques-uns, parmi les plus importants — non seulement ne s'opposèrent pas à la destruction des machines à battre, mais souvent la facilitèrent et *parfois y prirent part.* Les boutiquiers et artisans de plusieurs petites villes de province (dans lesquelles le radicalisme avait de l'influence) furent même plus actifs dans leur sympathie et cette sympathie ne resta pas purement morale. Dans la plus grande partie du Kent et du Sussex oriental, par exemple, il se révéla impossible de recruter les citoyens « respectables » comme « special constables » pour maintenir l'ordre public, bien que refuser cette tâche fût, en principe, punissable selon la loi. Quant aux propriétaires de terres, on est frappé, au moins jusqu'à la mi-novembre 1830, par l'extraordinaire clémence des magistrats locaux dans leurs jugements contre les émeutiers et les destructeurs de machines, ainsi que par la sympathie générale qui entoure le luddisme rural. (Le nouveau *Home Secretary* du parti whig fut obligé d'envoyer une circulaire particulière pour spécifier que « les machines ont autant droit à la protection de la loi que tout autre article de propriété »). Il est vrai que lorsque le mouvement atteignit son paroxysme, l'élément d'hostilité de classe se fit plus net (spécialement dans le Hampshire, le Berkshire et le Wiltshire) et que le front commun entre ouvriers et fermiers fut plus marqué dans certaines régions que dans d'autres, en particulier dans le Kent, le Sussex et le Norfolk. Cependant le phénomène reste frappant : il exige une explication.

Trois raisons peuvent être avancées. De toute évidence et en premier lieu, la situation politique de 1830, dominée par la fin d'un gouvernement tory qui avait duré toute une génération, par l'accession au pouvoir des whigs, la promulgation de réformes parlementaires et autres. Ce fait explique l'attitude des radicaux de la classe moyenne dans les villes de province, prêts à aider et pousser en avant tout mouvement capable d'affaiblir la domination de l'aristocratie, de la noblesse et de

ouvriers agricoles, vers 1870, se préoccupera beaucoup plus de demander des parcelles de terres pour les travailleurs que ne l'avait fait la rébellion spontanée et de type archaïque de 1830. Ceci tenait en partie à l'influence de l'idéologie radicale urbaine, qui paradoxalement a toujours été beaucoup plus préoccupée par le « retour à la terre » que les ouvriers de ferme, et en partie au fait que, à cette époque, plusieurs plans pour mettre les ouvriers ruraux en possession de leur lopin de terre avaient déjà été élaborés, la plupart du temps d'ailleurs sans qu'il s'en suive aucun effet. Le premier de ces plans date de 1833 et répondait au soulèvement de 1830.

l'Église. Seconde raison : les difficultés particulières des fermiers — principalement des petits fermiers — en cette période de crise agricole qui les inclinait à sympathiser avec tout mouvement qui pouvait aider à abaisser les fermages, les dîmes et les taxes. Or le programme qui unissait fermiers et ouvriers était précisément celui-là. Les fermiers se disaient prêts à payer des salaires plus élevés s'ils obtenaient une réduction de leurs fermages et — en particulier — des dîmes, les ouvriers recouraient à l'émeute pour réclamer (et fréquemment obtenir) ces réductions, parce que, disaient-ils, elles permettraient aux fermiers d'élever leurs gages. En tout cas, c'est ainsi que la situation se présenta dans les régions où le front commun était le plus net. L'impopularité de l'Église, dont certains propriétaires étaient tout prêts à sacrifier les revenus, firent du mouvement, dans certaines zones, une affirmation publique d'anticléricalisme [1].

La troisième raison est plus générale. Comme on l'a vu, les classes supérieures de la société rurale anglaise étaient déchirées entre les espoirs de profit qu'elles mettaient dans une extension du capitalisme agraire et leur désir de maintenir la société traditionnelle et hiérarchique qui avait été celle des campagnes et que le capitalisme tendait à détruire. En un sens, leur sympathie pour les travailleurs agricoles était une affirmation de ce dernier désir, affirmation d'autant plus tentante que le capitalisme rural, après 1815, aboutissait clairement à la crise et aux absurdités du système de la *Poor Law*. La mécanisation symbolisait cette absurdité. La machine à battre qui économisait le travail, rationnelle au temps des guerres et de la rareté de main-d'œuvre qu'elles entraînaient, avait peu de sens quand on disposait d'une vaste réserve de travailleurs, qu'il fallait entretenir par des secours prélevés sur les revenus des riches [2]. Pour tous — sauf pour les très grands fermiers — les petites machines assez peu efficaces qu'on employait alors ne présentaient guère d'avantages, sauf peut-être celui de permettre de battre le grain plus vite, et donc de le mettre sur le marché avant que les prix ne tombent trop, après la pointe habituelle de la soudure. Cependant la concurrence, selon les véritables règles du libéralisme, ne permettait à aucun de ces fermiers un abandon unilatéral de la machine. La révolte généralisée des ouvriers agricoles se présentait finalement comme un *deus ex machina*, ou plutôt un *deus contra machinam*, une force qui les obligeait tous, en même temps,

1. Les taxes ne pouvaient naturellement pas être abaissées par des mouvements locaux et dans un village où un radical suggérait de confisquer leur produit au collecteur d'impôts local, les villageois refusèrent, en disant que « c'était l'argent du Roi et que ce ne serait pas convenable ».

2. Alors que les petits fermiers ou les petits propriétaires ont pu débourser plus qu'on ne leur rendait, les gros fermiers étaient, en somme, subventionnés puisqu'ils pouvaient employer une main-d'œuvre misérable dont le revenu était augmenté par les cotisations payées par d'autres possédants.

à abandonner une technique dont chacun, ou presque, était mécontent. Si la destruction des machines rencontra si peu de résistance, c'est que rares étaient ceux qui voulaient les défendre. Et, comme nous le verrons, dans certaines zones, elles ne furent pas réintroduites parfois avant une vingtaine d'années.

Les travailleurs agricoles eux-mêmes ne ressentaient pas leur révolte comme une révolte contre la société, mais comme une réaffirmation de leurs droits, modestes mais très anciens, à l'intérieur de l'ordre social traditionnel. A leurs yeux, il ne s'agissait pas d'une lutte de classes, car ils ne voulaient pas demander plus que ce que leurs supérieurs, socialement, reconnaissaient eux-mêmes comme juste, ou ce que leurs employeurs — pensaient-ils — auraient aimé leur donner, s'ils l'avaient pu. D'où leur désir d'aider les fermiers à être en mesure d'augmenter les salaires, en demandant qu'il leur soit fait des concessions économiques. Les ouvriers ne pensaient pas rencontrer d'opposition. Dans leur naïveté, ils s'attendaient à être traités comme des hommes, avec les droits modestes (et leurs exigences furent d'une touchante modestie) qui siéent à des hommes de rang subalterne, dans une société à laquelle ils ne cherchaient pas à échapper. Ils s'y attendaient d'autant plus que la masse de l'opinion publique rurale trouvait leurs réclamations légitimes. D'où la modération extraordinaire, l'absence de violence, la tendance à accueillir les concessions avec des remerciements et des ovations, le refus de tourner le mouvement contre l'État et contre les classes du sommet de la hiérarchie rurale, qui caractérisent ces vastes mobilisations de masse dont la force réelle venait de leur capacité physique de menace et où les hommes habitués à la violence ne manquaient certes pas [1]. Toutefois ils ne tuèrent personne. Ils ne se livrèrent pas à plus de violences que celles qui étaient ordinaires aux jeunes campagnards lorsqu'ils se battaient dans les auberges ou dans les foires ; et même les fonctionnaires chargés de distribuer les secours, qu'ils haïssaient, par lesquels ils avaient été délibérément humiliés, furent expulsés sans subir aucun sévice grave. Les émeutiers empruntèrent aux radicaux, ou aux républicains et révolutionnaires qui par hasard se joignirent à eux, ce qui convenait à leurs desseins, mais sans prêter pour ainsi dire aucune attention au reste de leur programme [2].

1. Ainsi, dans certaines zones du Sussex, les manifestations de masse comprenaient des groupes de contrebandiers, armés parfois de fusils, c'est-à-dire des hommes habitués à des conflits sanglants avec les forces de l'autorité. Dans d'autres régions, les bandes organisées de braconniers, également habitués à tuer et à être tués, jouèrent le même rôle pacifique.

2. Il y a quelques exemples de chefs locaux — principalement, semble-t-il, des hommes qui avaient derrière eux une expérience non-villageoise, anciens soldats, marins ou policiers de Londres — chez qui se reconnaît l'influence d'idéologies révolutionnaires (dans le Kent et le Sussex). Leurs opinions n'eurent aucune prise sur les masses qui les suivirent.

Leur rêve de retour à une société traditionnelle et juste était, naturellement, aussi peu réaliste que possible. La conséquence logique du demi-siècle qui venait de s'écouler était une société rurale réunissant les pires aspects de l'ordre traditionnel — la domination économique des couches inférieures par les supérieures — et les pires aspects du capitalisme — un salaire de simple subsistance se réglant sur le jeu de l'offre et de la demande. C'était la transformation des travailleurs ruraux en une sorte de classe inférieure, privée de tout droit, pouvant compter au mieux (si elle « restait à sa place ») sur la charité et la bienveillance de ses maîtres [1]. Ces hommes qui, innocemment, avaient cru qu'il leur suffirait de demander justice pour l'obtenir, furent envoyés au bagne, à 20 000 kilomètres de chez eux, et quelques années plus tard, ils allaient être privés du dernier de leurs droits, celui de recevoir un salaire minimum équivalent à un salaire de subsistance, selon la réglementation de la *Poor Law*. Ce n'est pas un hasard si, après 1830, un accent nouveau de haine et de vengeance, une tendance nouvelle au terrorisme agraire pénètre la vie rurale anglaise — en attendant le moment où, quarante ans plus tard, les syndicats agricoles offriront d'autres possibilités qui ne se fonderont plus cette fois sur des positions et des méthodes archaïques.

3

Le soulèvement de 1830 s'est étendu à une large zone de l'Angleterre, mais il s'y est distribué d'une manière très inégale. Dans les régions où les troubles furent intenses (ainsi à la limite des campagnes du Hampshire, du Berkshire et du Wiltshire), la majorité, parfois la grande majorité, des paroisses rurales fut entraînée dans le mouvement ; mais si l'on prend une moyenne, il est probable que l'agitation ouverte n'atteignit qu'un tiers au plus des communes, même dans les *hundreds* [2] gravement troublés, et souvent une ou deux communes seulement se trouvèrent engagées dans l'action, alors que tout le reste de la région restait paisible. La question se pose alors : pour quelles raisons déterminantes une paroisse était-elle disposée ou non à se révolter ? [3]

Dans l'ensemble, les villages prédisposés à la sédition sont ceux dont la taille est supérieure à la moyenne, où le pourcentage des ouvriers agricoles par rapport aux fermiers employeurs est également plus

1. M. K. Ashby, *The life of Joseph Ashby of Tysoe*, Cambridge, 1961, un classique de l'histoire sociale du XIXe siècle, présente cette dégradation de façon très vivante du point de vue d'une famille de laboureurs.

2. Le *hundred*, unité d'une dimension assez variable, est peut-être la subdivision du comté la plus commode pour mesurer la répartition géographique des soulèvements.

3. Les remarques qui suivent sont fondées sur l'analyse détaillée d'un échantillon de 200 communes rurales des comtés de Norfolk, Suffolk, Hampshire et Wiltshire.

élevé que la moyenne et qui contiennent un nombre nettement plus important d'artisans locaux, et peut-être aussi de ces membres de la société rurale qui, économiquement et idéologiquement, ne dépendent pas de la noblesse, de l'Église et des gros fermiers : les cultivateurs des petites exploitations familiales, les boutiquiers, etc. Certainement, le village prédisposé à la sédition contenait des groupes tendant à une plus grande indépendance religieuse qui s'exprimait par l'existence de chapelles non-conformistes. En ce qui concerne la structure de la propriété, elle y était probablement plus « ouverte » qu'ailleurs, c'est-à-dire que la terre n'y était pas possédée par un seul grand propriétaire, ou par une petite oligarchie de gentilhommes. Dans les régions où ils n'y avait pas beaucoup de *squires* résidant sur leurs terres (disons 30 % des paroisses rurales, ou moins encore), une paroisse où résidait un grand propriétaire terrien était moins qu'une autre disposée à se révolter. Cependant, il semble que dans les régions où les représentants de la gentry et l'aristocratie étaient nombreux à vivre sur leurs domaines (disons dans 40 % des paroisses, ou davantage), ceci n'était plus vrai. Pourquoi ? on ne le voit pas clairement. Les centres locaux de communication, tels que les paroisses possédant des marchés ou des foires, étaient plus facilement des foyers d'agitation, bien que les centres de cette sorte fussent trop nombreux pour expliquer la répartition géographique des troubles. Le village séditieux pouvait abriter sans doute plus de paupérisme et de chômage que le village paisible, mais il n'y a aucune raison de supposer qu'il ait été généralement plus misérable que ses voisins. Il nous faut répéter qu'il avait plus de chances de se trouver dans une zone de labours et de culture céréalière, ou de productions spécialisées réclamant une main-d'œuvre très fluctuante, que dans une zone d'agriculture pastorale. S'il avait connu dans le passé des conflits locaux — particulièrement au sujet des enclosures, ou peut-être également au sujet de la politique ou de l'administration locales — ses propensions au soulèvement en étaient accrues. Dans certains cas, les villages qui possédaient un passé de ce genre devinrent les centres d'agitation d'où les soulèvements s'irradièrent dans les campagnes avoisinantes.

Dans l'ensemble, il ne s'agit pas là de découvertes surprenantes, ou sensationnelles, et elles ne réclament guère de commentaires, sinon qu'on peut observer que certaines corrélations impliquent un lien causal, tandis que d'autres ne l'impliquent pas forcément. Ainsi le lien est évident entre le nombre anormalement haut des artisans dans les villages séditieux et la proportion particulièrement grande de ces artisans (surtout les cordonniers, les maçons, les forgerons) parmi les chefs des soulèvements et des démonstrations publiques. D'un autre côté, il n'y a guère de preuves que les dissidents religieux aient pris la direction des mouvements ruraux de 1830, bien que la corrélation entre agitation

et communautés non conformistes soit frappante [1]. En tout cas, les généralisations que nous venons d'esquisser sont sujettes à de nombreuses variations locales et à une certaine incertitude statistique, due à la difficulté de marquer sûrement sur une carte les points exacts de la sédition [2]. En particulier le tableau d'ensemble risque d'être faussé par les effets ou de la contagion, ou de l'isolement. Ainsi, dans une zone où l'agitation fut générale (par exemple le Kinwardstone, *hundred* du Wiltshire, où douze paroisses sur dix-sept, représentant presque 80 % de la population, prirent part au soulèvement), l'effet de contagion a dû étendre le mouvement à des centres qui, autrement, seraient restés calmes, tandis que dans les régions tranquilles, seuls des villages exceptionnels, dont les conditions de vie ou l'histoire étaient anormales, ont pu se révolter. En fait, le « portrait » que nous avons essayé de dessiner du village séditieux se fonde surtout sur ce qu'on peut observer dans les régions intermédiaires, qui ne furent celles ni de la plus grande tranquillité, ni de la plus grande agitation.

4

Il nous faut maintenant arriver à ces années obscures qui suivirent l'échec du mouvement de 1830.

Comme on l'a déjà suggéré, les ouvriers agricoles réussirent largement à détruire les machines et à obtenir des augmentations de salaires et autres avantages. Ils conservèrent ces gains pendant quelques années, essentiellement parce que le spectacle totalement inattendu de leur puissance massive lorsqu'elle était collectivement mobilisée, communiqua à la gentry et aux fermiers une crainte salutaire [3]. Sauf, sans doute, dans les comtés de l'Est à l'agriculture avancée et relativement mécanisée, les machines ne réapparurent pas à l'échelle d'autrefois avant le milieu du XIXe siècle [4]. Néanmoins, la situation de base des travailleurs

1. Ainsi, dans le Kent, le village de Elham fut le premier centre des campagnes systématiques de destruction de machines. Or c'est aussi un des deux seuls villages de l'intérieur du Kent qui, avant 1830, avaient été « colonisés » par la secte des *Bible Christians*, laquelle devait plus tard être étroitement associée au syndicalisme agricole. De même, dans le Norfolk, le groupe de Méthodistes Primitifs de North Walsham était en 1830 le plus large et le plus dynamique. C'est dans cette zone que l'agitation débuta dans ce comté.

2. Parce que certains troubles furent l'œuvre non d'hommes du crû, mais de bandes itinérantes venant d'autres villages militants, et qu'à l'inverse, certains villages militants restèrent calmes, les fermiers locaux leur ayant concédé sans lutte ce qu'ils réclamaient, et assez tôt pour empêcher une agitation ouverte.

3. On en trouve la preuve surtout dans les enquêtes parlementaires sur l'agriculture et la *poor law*, entre 1833 et 1836.

4. C'est ce que suggèrent, sans le prouver absolument, le tableau de l'agriculture dans divers comtés fait par les soins de la Royal Agricultural Society à partir de 1840, et diverses enquêtes parlementaires.

ne put guère s'améliorer substantiellement avant que l'émigration massive, qui commence vers 1850, n'eût amorcé, pour la première fois depuis deux générations, une raréfaction de la main-d'œuvre rurale [1]. Et même sur un point crucial, cette situation se détériora. La nouvelle *Poor Law* de 1834 priva les ouvriers agricoles du dernier des « droits » qui avaient été les leurs sous l'ancien régime rural : le droit à un revenu familial de subsistance. Le soulèvement de 1830, donc, n'a fait que retarder la déchéance continue du travailleur agricole anglais. Et, en un sens, cette faillite inévitable d'un mouvement arrivé à sa plus grande ampleur marque l'arrêt définitif de la résistance du prolétariat agricole en sa phase archaïque.

Pourtant les mouvements ruraux ne cessèrent pas, s'ils ne se reproduisirent jamais sur une échelle aussi vaste, au moins jusqu'à la montée du syndicalisme moderne, vers 1870. Le mouvement de 1830 s'apaisa plus lentement qu'on ne l'a dit généralement, avec des réveils locaux, et on ne peut le dire achevé avant le milieu de l'année 1832. En 1834-1835, à une époque de grande agitation ouvrière dans les villes, les laboureurs livrèrent leur dernier combat contre la *New Poor Law* et, une fois de plus, ce furent des manifestations de masse, des séditions et même, ça et là, des essais d'application de la nouvelle méthode du syndicalisme. Le cas des ouvriers agricoles du Dorchester attira l'attention nationale, mais on a la preuve que des groupes syndicalistes locaux se formèrent également ailleurs, dans quelques localités éparpillées. Aucun de ces groupes ne dura.

A partir de 1835 environ, l'action ouverte cessa pratiquement et la forme caractéristique de la protestation campagnarde fut dès lors l'incendie volontaire qui se développa fortement après 1830 et resta beaucoup plus courant qu'il ne l'avait jamais été. Son incidence véritable est malheureusement difficile à mesurer, mais elle est indiquée, dans une certaine mesure, par la formation, à partir de 1833, de diverses *Associations pour la poursuite des traîtres* qui regroupent localement les fermiers. Dans le Lincolnshire, cinq sociétés de ce type furent formées en 1834. La dernière vague d'agitation généralisée en 1843-1844, fut entièrement sur ce modèle [2]. La généralisation des incendies dans certaines zones est signalée par les chiffres qu'on possède dans le Suffolk, vers 1850. Dans ce comté, presque 38 % des campagnards incarcérés dans les prisons de Ipswich et Bury avaient été condamnés pour ce crime [3].

1. Cf. E. L. JONES, « The agricultural labour market in England, 1793-1872 », in *Econ. Hist. Rev.*, XVII, 1964-1965.

2. Les statistiques criminelles fournissent quelques données relatives aux incendies en ces années. Cela se solda par une loi nouvelles (*An Act to amend the Law as to burning farm buildings*, 1844), et par une forte augmentatlon du taux d'assurances portant sur le stock des fermes.

3. J. CLYDE, *op. cit.*, p. 144.

Il est possible, bien que les informations soient insuffisantes et imprécises, que ces dernières phases des mouvements ruraux de type ancien aient eu un caractère social légèrement différent. 1830 avait vu le soulèvement de tous les pauvres des campagnes. Et bien que les chefs locaux aient été dans une large proportion des artisans, il n'y a guère de doute que, pour la masse des manifestants, c'étaient les pères de famille solides et posés qui, parmi les ouvriers de ferme, donnaient le ton, et non les jeunes gens fougueux et indisciplinés, les couches marginales de violence et d'illégalité, tels que les braconniers, les contrebandiers ou les bergers. Après 1830, il semble, au contraire, que ce soient ces derniers qui aient pris la première place, bien qu'on puisse dénombrer encore un certain nombre d'artisans [1]. Par contre, il se peut que la vague de conversions à diverses sectes dissidentes qui suivit aussi, et de près, le soulèvement [2], et qui sans doute reflète un transfert des espoirs de ce monde-ci à l'autre monde, ait écarté de l'action terroriste les cadres « respectables » des villageois pauvres. Car si les sectes des villages devaient, après 1870, fournir les cadres du syndicalisme agricole, leur religion ne prêchait certainement pas la violence.

Cette action d'arrière-garde de la résistance de type ancien des travailleurs de ferme n'a pas grande signification. Elle s'éteignit graduellement, avec de temps à autre des retours de flamme. Cependant ce n'est que vers 1860 que les journaux cessèrent d'affirmer, comme allant de soi, que l'incendie d'une meule ou d'une grange correspondait à un acte de protestation sociale. Mais tandis que s'éteignaient les dernières braises des révoltes campagnardes, les premières flammèches d'un nouvel incendie devenaient visibles. Entre 1865 et 1870, apparaissent les premières grèves modernes d'ouvriers agricoles qui préludent en droite ligne à la grande « Révolte des champs » des années 70. Dans quelle mesure cette nouvelle phase des mouvements ruraux dérivait-elle directement des anciens mouvements ? il est difficile de le dire. En une seule région — les comtés de l'Est et particulièrement le Norfolk — on peut établir une continuité directe. Le père de George Edwards, militant

1. M. K. Ashby, *op. cit.*, donne des éclaircissements sur cette phase du mouvement. L'analyse des listes de prisonniers jugés comme incendiaires dans le Norfolk et le Suffolk en 1843-1844 (House of Lords Papers, 258, 1844) montre que 42 % des inculpés n'avaient pas plus de dix-huit ans (y compris 17,5 % âgés de moins de quinze ans), 37,5 % avaient entre dix-neuf et trente ans, 10 % entre trente et quarante et 10 % plus de quarante ans. Sur quarante prisonniers du Suffolk, huit seulement étaient vraiment instruits, dix-sept étaient totalement illettrés.

2. Ceci est attesté par une bonne documentation en ce qui concerne les Méthodistes primitifs particulièrement nombreux dans les comtés de l'Est, car de bonnes statistiques et d'admirables journaux des tournées d'évangélisation ont été publiés dans le *Primitive Methodist Magazine*. Ainsi, dans un secteur particulièrement agité du Norfolk, un « revival » spontané a suivi, de quelques semaines seulement, l'échec du soulèvement.

des années 1870, et leader après 1889 (d'abord méthodiste, comme tant de nouveaux syndicalistes), avait été, en 1833, poursuivi pour le rôle qu'il avait joué comme porte-parole de ses camarades. Cependant, dans l'ensemble, les centres principaux des nouveaux syndicats, dans l'Angleterre méridionale, ne coïncident pas avec les zones d'agitation de 1830. En fait, seules de nouvelles recherches seront capables d'éclaircir ce problème passionnant.

ERIC HOBSBAWM.
Université de Londres.

Traduit par Françoise Pineau.

Note : L'étude que nous faisons ici du soulèvement de 1830 est fondée sur la volumineuse documentation du Public Record Office et de quelques County Record Offices, sur la presse et trois thèses encore inédites : N. GASH, *The rural unrest in England with special reference to Berkshire*, Oxford, 1934 ; A. COLSON, *The revolt of the Hampshire agricultural labourers*, London, 1937 et M. DUTT, *The agricultural labourers' rising in Kent, Surrey and Sussex*, London, 1966. Pour des références plus complètes, voir le livre en préparation de G. RUDÉ et E. J. HOBSBAWM, *Captain Swing. The agricultural labourers' rising of 1830.*